

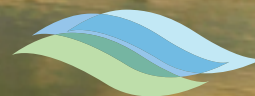
Rivières en convalescence

Protecting Rivers and
Rights as Essential for a
Just and Green Recovery


Résumé



INTERNATIONAL
RIVERS
people • water • life



RIVERS WITHOUT
BOUNDARIES



Written and edited by:

Rivers without Boundaries:

Eugene Simonov, Coordinator

International Rivers:

Maureen Harris, Director of Programs

Josh Klemm, Policy Director

Brent Millikan, Amazon Program Director

Michael Simon, Senior Director of Strategy and Organizational Effectiveness

Design and layout: Eliza Sherpa

Copy-edited by: Sarah Bardeen

Additional report contributions from:

Sukhgerel Dugersuren, Rivers Without Boundaries-Mongolia

Manana Kochladze, Green Alternative, Georgia

Deborah Moore, Former Commissioner, World Commission on Dams

Perangua.com, a Global Network of Local Activists

Caio Mota, Coletivo Proteja Amazônia (Brazil)

International Rivers:

Monti Aguirre, Latin America Program Coordinator

Anna Maria Cárcamo, Legal Advisor, Latin America Program

Nick Guroff, Deputy Director

Aqeelah Hassan, Africa Program Campaigner and Communications Lead

Laurel Levin, Communications and Development Associate

Acknowledgements: We would like to express our gratitude to the Arcadia Fund and Whitely Fund for Nature for their generous support and commitment to protecting our natural systems and a more sustainable energy future.

Cover: *Sunrays over river.* Photo by Johannes Plenio (Pexels).

This report is a November 2020 co-publication of:



International Rivers is a global organization with regional offices in Asia, Africa and Latin America that works with river-dependent and dam-affected communities to ensure their voices are heard and their rights honored. The organization helps build well-resourced, active networks of civil society groups to protect rivers and defend the rights of communities that depend on them. It also undertakes independent, investigative research, generating robust data and evidence to inform policies and campaigns. International Rivers is independent and fearless in campaigning to expose and resist destructive projects, while also engaging with relevant stakeholders to realize a world where water and energy needs are met without degrading nature or increasing poverty, and where people have the right to participate in decisions that affect their lives.



RIVERS WITHOUT
BOUNDARIES

The Rivers without Boundaries Coalition is a collaborative international network of organizations and experts dedicated to preserving the health of transboundary river basins in Eurasia through joint advocacy and promoting best practices in river management.

KECAMATAN JOMBANG, INDONESIA | *River flows through grass and mountains.* Photo by Rido Alwarno (Pexels).



RÉSUMÉ

La pandémie du COVID-19 et les crises sanitaires et économiques qui en résultent dévastent les populations du monde entier. Les chocs transformationnels massifs que ces crises ont produits pour nos systèmes économiques, énergétiques et alimentaires actuels, nécessitent une réponse tout aussi transformationnelle pour faire face aux enjeux mondiaux d'effondrement économique, de famine, de chômage et de dommages environnementaux ; une réponse centrée sur les préoccupations de justice sociale et d'intégrité écologique.

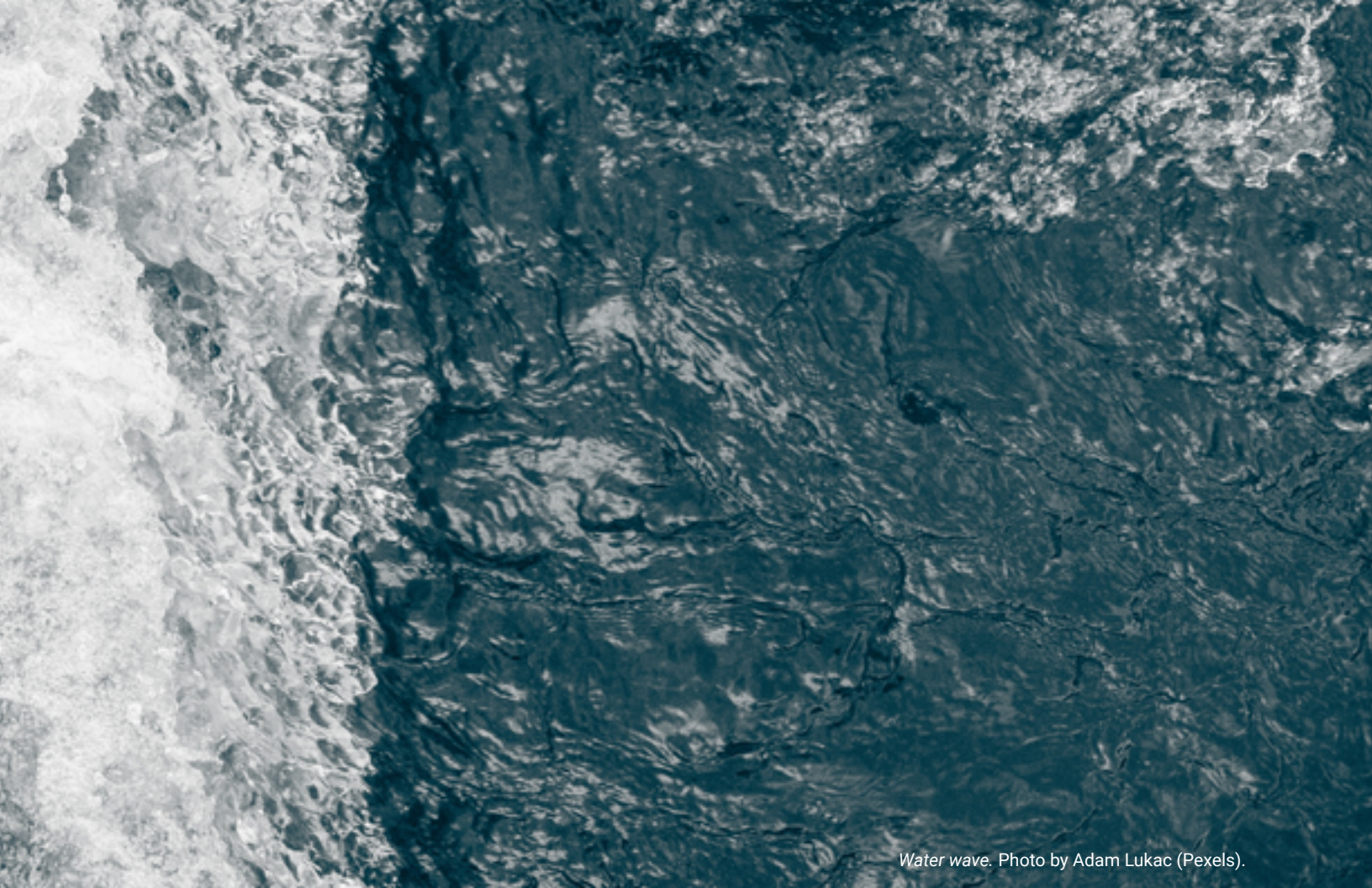
Les rivières et les écosystèmes d'eau douce sont essentiels à la reprise économique mondiale. Ils soutiennent nos systèmes naturels, fournissent des services écosystémiques essentiels et agissent comme un filet de sécurité économique pour les populations pauvres et vulnérables dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire. Pourtant, depuis des générations, ces artères de la planète ont été endiguées, détournées et polluées au détriment majeur des peuples et organismes vivants de la Terre. Une espèce d'eau douce sur trois est maintenant menacée d'extinction.

La tragique pandémie actuelle éclaire d'un nouveau jour les injustices et les défis fondamentaux de notre temps, offrant l'occasion de changer de cap en ce qui concerne la dégradation historique de nos rivières et de nos systèmes d'eau douce à l'avenir. Nos systèmes naturels soutiennent

la vie sur terre. Pendant trop longtemps, nous les avons pris pour acquis et les avons exploités pour générer du profit et du développement. Mondialement, nous réalisons que cette trajectoire n'a pas été durable.

Un nouveau paradigme dans la gestion des rivières est essentiel, non seulement pour protéger les sources d'eau qui sont indispensables à la vie et à la santé publique, mais aussi pour faire en sorte que les pays en faillite à cause du COVID-19 ne contractent pas de nouvelles dettes désastreuses, pour accélérer une transition énergétique juste et pour affronter la crise climatique de manière efficace. Les efforts déployés actuellement pour intensifier la construction de barrages dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire menacent de tels progrès; c'est une fausse solution énergétique que l'industrie hydroélectrique promeut sous le couvert d'une reprise économique « verte ».

Ce rapport explore ces problèmes et appelle à une relance économique basée sur la justice climatique et qui protège nos rivières en tant que liens vitaux soutenant la biodiversité, l'approvisionnement en eau, la production alimentaire, les peuples indigènes et des populations diverses à travers le monde plutôt que de les endiguer et de les polluer à la recherche de profit et de croissance économique.



Water wave. Photo by Adam Lukac (Pexels).

Les conclusions du rapport indiquent que les barrages hydroélectriques ont des impacts environnementaux et sociaux extrêmement élevés ils sont une fausse solution et ne peuvent pas aboutir à une relance verte. En comparaison, les investissements dans les technologies solaires et éoliennes sont abordables, rapidement déployables et peuvent créer des emplois de manière rentable dans le cadre de la reprise économique. Afin de « reconstruire mieux », les programmes de relance économique devraient investir dans les technologies à faible impact et celles qui profitent aux populations et aux écosystèmes vulnérables, et non pas renflouer les industries destructrices qui perdent rapidement pertinence et financement.

La première partie de ce rapport explore les multiples crises auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés - la pandémie du COVID-19 et les crises imminentes relatives à notre climat, nos ressources en eau et nos systèmes économiques - et les façons dont ces crises sont interconnectées.

La seconde partie donne un aperçu de l'état de nos rivières et de nos ressources en eau douce, exposant les raisons pour lesquelles nous devons repenser et réévaluer ces précieuses ressources - à la fois pour atténuer les impacts climatiques et, dans le nouveau contexte de reprise économique et de relance, pour reconstruire des

communautés et une planète saines. Nous examinons les menaces actuelles auxquelles sont confrontées les rivières et les impacts destructeurs très récents de l'industrie hydroélectrique dus aux méga barrages et aux infrastructures hydrauliques mis en service dans le monde en 2019. En nous inspirant de ces leçons, nous proposons un plan en 10 points décrivant ce qui peut et devrait se faire pour revaloriser et protéger les rivières et les ressources en eau douce pendant la reprise économique.

La troisième partie, à travers une série d'études de cas, explore plus en détail les différentes options quant à la réponse au COVID-19 et la reprise économique dans le monde. Cette section donne un aperçu des opportunités et des défis à venir. Nous utilisons un simple système de feux de signalisation pour explorer les différents scénarios. Le rouge représente une approche pré-pandémique « business as usual », le jaune indique une opportunité de changer de cap et le vert désigne une voie que nous pensons plus prometteuse, pointant vers un nouvel avenir pour valoriser les rivières.

La dernière partie du rapport fournit des recommandations détaillées aux gouvernements, aux financiers et aux institutions internationales pour qu'ils prennent des mesures critiques en vue d'une reprise juste et durable pour les rivières et les sources d'eau, les peuples et notre planète.

Nous appelons à **une reprise économique verte** qui comprend:

- ✓ **Un moratoire sur les nouveaux barrages hydroélectriques comme étape essentielle vers une reprise économique durable et juste.** Cela devrait s'accompagner d'un examen complet des systèmes énergétiques et des projets de pipeline pour garantir la priorité à la protection des écosystèmes d'eau douce et des moyens de subsistance et des économies des communautés qui en dépendent.
- ✓ **Une augmentation rapide des investissements dans les énergies renouvelables non hydroélectriques et le stockage, ainsi qu'une politique visant à faciliter les investissements privés.** Les investissements devraient lancer des projets d'énergie renouvelable, déployer une connectivité centralisée et distribuée, créer des emplois et fournir une électrification à faible coût et à faible impact aux personnes en situation de précarité énergétique. Les gouvernements peuvent utiliser des aides et des subventions incitatives pour encourager l'investissement en amont de la chaîne de valeur dans la fabrication et l'assemblage d'énergies renouvelables locales.
- ✓ **La modernisation des projets hydroélectriques existants pour accroître l'efficacité au lieu de construire de nouveaux barrages.** Cela peut inclure la modernisation des turbines, l'amélioration du stockage par pompage et l'intégration au réseau avec des innovations éoliennes, solaires et autres. Les mises à niveau doivent être accompagnées de mesures concrètes pour réduire les dommages causés aux écosystèmes d'eau douce et aux moyens de subsistance locaux par le biais de compensations et de réparations importantes. Le démantèlement des barrages et la restauration des rivières devraient être entrepris lorsque les impacts sociaux et environnementaux négatifs des barrages existants ne peuvent être atténués efficacement.
- ✓ **De l'investissement dans une infrastructure verte qui protège et restaure les écosystèmes d'eau douce et la biodiversité, parallèlement aux lois régissant la protection de l'eau douce.** Pour assurer la priorité aux services écosystémiques et aux opportunités d'emploi pour les communautés locales, faciliter les dialogues entre le gouvernement, le secteur privé et les utilisateurs d'eau indigènes et communautaires. Les investissements dans les infrastructures vertes doivent être conformes aux normes des droits de l'Homme et à la protection de l'environnement et respecter le droit des peuples indigènes et des autres communautés traditionnelles à une consultation et à un consentement préalable qui soient libres et éclairés.
- ✓ **De nouveaux plans de développement énergétique** qui mettent l'accent sur des investissements dans la conservation et l'efficacité énergétique, la modélisation participative du côté de la demande ainsi que des options pour une énergie intelligente décentralisée

et des mini-réseaux situés à proximité des sources d'énergie et des utilisateurs finaux, centrés sur les réseaux communautaires et l'accès élargi à l'énergie. Les gouvernements devraient mettre un terme aux projets hydroélectriques coûteux à long terme pour examiner et mettre à jour les plans énergétiques et réévaluer les options d'électrification.

- ✓ **La sauvegarde et l'amélioration des zones protégées dans les plans de reprise et de relance, y compris les territoires des peuples indigènes et d'autres communautés traditionnelles, qui sont reconnus comme des atouts nationaux et mondiaux précieux.** Identifier et arrêter les utilisations destructrices et les pressions de développement sur les zones protégées.

À l'inverse, nous soutenons qu'**une fausse voie vers la reprise économique** comprend:

- ✗ **L'accroissement de la dette accablante** des pays déjà confrontés à des crises économiques en raison du COVID-19 et du fardeau de lourdes dettes, résultat de décisions à court terme, telles que l'investissement dans de grands projets hydroélectriques coûteux peu rentables, plutôt que d'explorer des options rentables, durables et socialement justes pour la reprise économique.
- ✗ **Le « financement vert » qui donne la priorité aux solutions « éco blanchies »,** y compris les projets hydroélectriques destructeurs pour l'environnement qui détournent les rares fonds des solutions plus durables, telles que l'énergie solaire décentralisée sur les toits des communautés et des ménages.
- ✗ **De grands réseaux centralisés conçus autour de projets destructeurs** tels que les méga-barrages et les combustibles fossiles, qui bloquent la capacité de transformation et les opportunités d'emploi pour des systèmes énergétiques plus souples et décentralisés, empêchant la réalisation de l'objectif de développement durable de l'accès à l'énergie durable pour tous (ODD 7).
- ✗ **L'abus continu de nos ressources en eau douce** à travers des politiques et des pratiques qui traitent les écosystèmes d'eau douce comme des ressources inépuisables à exploiter pour la croissance économique à court terme, ainsi qu'en tant que lieux d'implantation des modes de production peu économiques et de consommation abusive.
- ✗ **L'affaiblissement des garanties et réglementations environnementales et sociales** pour permettre une mise en œuvre accélérée des infrastructures en l'absence d'un examen environnemental approprié ou d'une large participation publique, et sans le consentement libre, préalable et éclairé des peuples indigènes et des autres communautés affectées.